

Note de Recherche

LE DEVELOPPEMENT RURAL AU BURKINA FASO

Depuis mon départ de Strasbourg, je travaille pour une organisation chargée du développement rural et de la gestion des ressources naturelles. Pour moi, l'essentiel est de mettre en place une méthodologie la plus efficace possible pour assurer la participation des populations rurales aux actions de développement. Tâche difficile car une grande méfiance existe entre les paysans et les initiateurs des projets depuis des "duperies" qui ont émaillé le passé récent. Pour susciter cette participation, je m'efforce de mettre en place une démarche dans laquelle les ruraux voient leurs intérêts réellement pris en compte. Ceci me conduit à des enquêtes auprès des villageois pour comprendre leurs problèmes, à trouver des critères de classification des problèmes séparant ceux qui peuvent être résolus par le village lui-même et ceux qui demandent des interventions extérieures, puis je restitue les données de l'enquête aux villageois et organise des discussions sur les problèmes identifiés et les capacités du village à les résoudre. Cette démarche me conduit à analyser particulièrement les dimensions constitutives de la domination : les relations qui existent entre l'administration étatique et l'administration traditionnelle, les réseaux de "personnes influentes" (les notables), les clivages et différenciations au sein des villageois, le rôle des vulgarisateurs agricoles et autres agents techniques en agriculture avec lesquels les conflits sont souvent nombreux. J'espère avec cette méthodologie, faire apparaître des problèmes que le milieu vit et ressent plutôt que de prolonger ce qui se passe le plus souvent, c'est à dire une projection sur les villageois de ce que l'on croit être leur préoccupation essentielle. Décidément, les paysans forment bien un groupe dominé. Cette analyse m'a conduit à commencer l'objectivation de la place des formateurs et vulgarisateurs agricoles donc tout d'abord à décrire le fonctionnement de quelques centres de formation publics et privés.

LES CENTRES DE FORMATION DES AGENTS DE DEVELOPPEMENT RURAL

LES CENTRES PUBLICS

Le Centre Agricole Polyvalent de Matourkou

C'est un centre de formation de cadres moyens du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Il est situé à 0,5 Km au sud de la ville de Bobo-Dioulasso (seconde ville du pays). Il a été créé dans les années 1960. Sa prime vocation est de fournir des cadres moyens pour l'encadrement du monde rural et l'introduction des techniques de production modernes. Il dispense une formation des agents de l'agriculture, de l'élevage et même de l'environnement et du tourisme (ces dernières années) à travers deux cycles :

- un cycle pour Agents Techniques d'Agricultures Spécialisés (ATAS). Ce type d'agents est recruté (sur concours) au niveau de la classe de 4ème des Lycées et Collèges. La formation dure quatre ans ;
- un cycle pour Conducteurs de Travaux Agricoles Spécialisés (CTAS). Ici le recrutement se fait également sur concours, mais à un niveau plus élevé : niveau baccalauréat (= classe de Terminale). La formation dure trois ans. Ce cycle peut recevoir sur concours toujours, des élèves venant du cycle précédent. Le diplôme délivré est le Brevet de Technicien Supérieur d'Agriculture Spécialisé.

Le Centre de Formation des Formateurs Agricoles de Kamboïse

Originellement, c'est un centre de formation des agents (dits "encadreurs") du Ministère de l'Agriculture. Aujourd'hui, il dépend du Ministère de l'Action Coopérative Paysanne. Ce nouveau ministère s'occupe essentiellement des agents d'encadrement des coopératives et pré-coopératives en milieu rural.

Il comprend trois cycles de formation :

- un cycle pour les Formateurs des Jeunes Agriculteurs (FJA) qui recrute à partir de la classe de 3ème (B.E.P.C.). Les agents suivent une formation de deux ans ;
- un cycle qui recrute sur concours professionnel des encadreurs agricoles. Ils sont formés également en deux ans.
- un cycle pour les Conseillers des F. J. A. recrutés exclusivement sur concours professionnel au niveau du corps des Assistants des F.J.A., Contrôleurs des Eaux et Forêts, Conducteurs des Travaux Agricoles.

Les trois cycles visent à donner aux bénéficiaires la pédagogie et les techniques agricoles, pastorales et forestières. En d'autres termes donner aux agents les moyens pour une organisation efficace du monde rural, pour une meilleure production et productivité.

L'Ecole Nationale des Eaux et Forêts

Cette école est située dans la forêt classée de Dindéresso, à 17 Km de la ville de Bobo-Dioulasso. Elle comporte trois cycles de formation à savoir :

- le cycle des Agents des Eaux et Forêts, recrutés au niveau du Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires (CEPE). La formation se fait en un an et l'agent sort avec le diplôme de Certificat d'Agent des Eaux et Forêts (CAEF) ;
- le cycle des Assistants des Eaux et Forêts. Ce cycle recrute à partir du BEPC ou même du CAEF. La formation dure alors trois ans. On accède au Brevet de Technicien des Eaux et Forêts (BTEF) ;

- le troisième et dernier cycle est celui des Contrôleurs des Eaux et Forêts. Les recrues ont le niveau Baccalauréat ou BTEF. La formation va durer deux ans et le diplôme de ce cycle est le Brevet de Technicien Supérieur des Eaux et Forêts (BTSEF).

Tous les diplômés de cette école sont employés par le Ministère de l'Environnement et du Tourisme, en charge des services forestiers.

LES CENTRES D'ORIGINE PRIVEE

Le Centre d'Etudes Economiques et Sociales d'Afrique de l'Ouest

Le Centre d'Etudes Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest, C.E.S.A.O., est une association internationale à but non lucratif créée dans les années 1960. Il est basé à Bobo-Dioulasso. C'est un Centre de formation et de perfectionnement d'adultes. Il a une philosophie de base profondément chrétienne. Parmi ses soutiens financiers on retrouve le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - C.C.F.D / France. Le premier objectif du CESAO est de "contribuer à l'auto-promotion des communautés rurales en Afrique de l'Ouest. C'est dire que toutes ses interventions sont orientées vers le monde rural. Il offre deux types de formation :

- des sessions programmées sur des thèmes très variés de quelques semaines à quelques mois à l'intention des publics très ciblés. On relève dans le programme 1990-1991 : 12 sessions pour les Agents de développement dont deux sont consacrées exclusivement au travail diocésain ou paroissial, 8 sessions pour les paysans dont une s'intitule "Foi et Animation pour le développement", des sessions à la demande des organismes étatiques ou privés ou simplement des organisations paysannes à travers leurs Groupements.

Il faut noter que plus de la moitié des agents des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement et Tourisme sont passés au moins une fois dans ces sessions de

formation du CESAO. En lieu et place d'un diplôme, le CESAO délivre des attestations de participation aux sessions.

Le Groupe de Recherche et d'Appui à l'Auto-promotion Paysanne

C'est une O.N.G. très ancienne au Burkina Faso. Elle s'est installée à Bobo-Dioulasso, venant de la Côte d'Ivoire voisine, dans les années 1960. Tout comme le CESAO, le GRAAP s'est spécialisé dans la formation et la production d'outils pédagogiques destinés aux communautés de base. Elle est également d'inspiration religieuse. Ces dernières années, le GRAAP est très sollicité par le Ministère de l'Environnement et du Tourisme pour la production de séries éducatives portant sur l'environnement et les moyens de sa sauvegarde. Les agents de terrain "du Ministère de l'Environnement ont quasiment tous suivi une session de formation GRAAP (initiation à l'utilisation du matériel pédagogique et aux techniques d'animation afférentes).

LES PRISES DE POSITION

Voilà donc les centres de formation, très représentatifs, d'où sortent les agents d'encadrement avec lesquels le sociologue devra travailler dans les villages.

Comme on peut le constater aisément, les centres d'origine privée jouent plutôt le rôle d'agences de formation continue ou de recyclage. La formation initiale restant du domaine de l'Etat.

Deuxième constatation, les agents d'un même cycle sont apparemment de même niveau, placés au même échelon salarial. L'employeur attend un rendement identique de ces agents. Or on sait qu'un Contrôleur des Eaux et Forêts recruté directement à partir du Bac. n'a pas le même bagage de connaissances techniques et pratiques que son homologue qui a suivi le même cursus depuis la base jusqu'au niveau Contrôleur. Ce dernier a sans doute un avantage sur le premier grâce à ses connaissances pratiques du terrain. Les tensions sont donc vives entre ces deux types d'agents.

Troisième constatation, les agents de terrain sont de provenance diverses et leurs intérêts le sont également : Pour les agents recrutés à partir du niveau primaire,

parvenir au grade de technicien supérieur représente une promotion évidente tandis que pour ceux qui viennent du niveau bac, être agent vulgarisateur ne représente pas forcément l'accomplissement de la carrière imaginée au départ.

Lorsque j'ai participé à des séances "d'auto évaluation" des agents de l'Environnement, ou plus récemment quand il s'est agi d'examiner les possibilités de concertation dans l'action de l'ensemble des agents de terrain dans deux provinces, je me suis rendu compte que toutes les différences (de formation, de trajectoire, de représentations) tenaient un rôle important bien que très masqué. L'Administration Etatique voit ces agents comme un "bloc" et accepte très difficilement l'existence de ces diversités. C'est en effet bien plus commode ainsi, mais cela ne facilite pas le développement rural.

Il est vrai aussi que la formation des agents chargés du monde rural représente un enjeu important pour les différents départements ministériels : chacun veut sa cellule ou tout au moins "son formateur" attiré. En témoigne la multiplication des séminaires, ateliers, colloques, très souvent à l'initiative des ministères (parfois par les O.N.G. en prise directe avec le monde rural). De tels séminaires sont sensés inculquer de nouvelles approches du monde rural : après le constat des échecs répétés des projets de développement rural, organismes privés et départements ministériels se ruent aujourd'hui sur ce qu'on appelle "l'approche participative". Mais cette valorisation de la participation n'empêche pas les discours les plus stigmatisants et dépréciateurs des paysans, dont l'énoncé principal est bien connu : *"les paysans burkinabé sont très conservateurs"*. Dans ces conditions, les ministères ou O.N.G. proposent de plus en plus souvent des modèles d'action marqués par la technocratie communicationnelle ("la communication avec le monde rural passe mal, il faut l'adapter") ou par les techniques publicitaires ("il faut repérer les bons groupes "cibles" et les persuader de changer pour qu'ils influencent à leur tour les paysans"). Les O.N.G. (organisations non gouvernementales) sont très actives en la matière. On recense d'ailleurs plus de 200 O.N.G. au Burkina qui drainent des sommes importantes car des bailleurs délaissent le financement des structures

étatiques à qui ils reprochent une mauvaise gestion ou même une dilapidation des fonds à leur profit. Nombre de ces O.N.G. se sont constituées autour d'un personnage qui organise le travail selon ses intérêts et regroupe autour de lui parents, amis et relations. Le fonctionnement en réseau avec le haut clergé est encore fréquent (même si l'église a vu son influence diminuer depuis 1983). Comme on le voit, on est loin de la participation paysanne. Faut-il ajouter que, dans ces conditions, la tâche de sociologue qui doit coordonner des actions de développement n'est pas aisée.